



SESSION ANNUELLE DES ASSEMBLÉES DES GOUVERNEURS

FORTALEZA (BRÉSIL)

AB-2167
CII/AB-807
11 mars 2002
Original : espagnol

**DISCOURS DU GOUVERNEUR POUR L'ÉQUATEUR
À LA DEUXIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE**

Carlos Julio Emanuel

1. C'est pour moi un honneur de m'adresser à vous dans cette ville belle et hospitalière de Fortaleza, à l'occasion de la Quarante-troisième session de l'Assemblée des gouverneurs de la Banque interaméricaine de développement et de la dix-septième session de l'Assemblée des gouverneurs de la Société interaméricaine d'investissement.
2. Je tiens à saluer le Président Enrique Iglesias, dont l'autorité dans la lutte contre la pauvreté dans nos pays est reconnue de tous. Mon salut s'adresse également au personnel de la Banque qui met en oeuvre les directives qu'il reçoit à cet égard du Président Iglesias et du Conseil d'administration.
3. Je consacrerai quelques minutes à l'évolution récente de la réalité politique et économique de l'Équateur, qui peut se définir par deux phases distinctes. La première, que nous appellerons l'ancienne économie, a trait à l'économie équatorienne avant la dollarisation et comprend les événements économiques et politiques qui se sont produits au cours et jusqu'à la fin des années 90.
4. La seconde phase, que nous appellerons celle de la nouvelle économie équatorienne, concerne l'économie de notre pays après la dollarisation et commence vers janvier 2000, avec l'annonce de la décision de dollariser notre économie, après que le peuple équatorien eut peu à peu mais inexorablement officieusement décidé de dollariser ses transactions.
5. La première phase, celle de l'ancienne économie, a été amplement analysée et est bien connue des milieux internationaux. En revanche, le concept de la nouvelle économie n'a pas été suffisamment analysé et n'est pas bien compris, et justifie donc une brève explication.
6. Dans l'ancienne économie, les problèmes n'étaient pas foncièrement différents de ceux des autres pays latino-américains : une mauvaise gestion économique et politique, et l'instabilité qui en résulte. Ainsi, dans notre pays, dans les années 90, nous avons ressenti l'impact de la guerre avec le Pérou, du phénomène « El Niño », qui a détruit une bonne partie

de notre infrastructure et de la forte baisse des cours internationaux de nos principaux produits d'exportation. Malheureusement, les mesures prises pour remédier à ces problèmes n'ont fait qu'aggraver la situation. C'est ainsi que la croissance désordonnée et accélérée de l'émission de monnaie a été le prélude à un puissant processus de dévaluation sans précédent, qui a lui-même précipité une crise dans le secteur productif et financier du pays, entraînant la faillite de milliers d'entreprises et de dizaines d'institutions financières et portant les taux de chômage à des niveaux jamais vus dans l'histoire de notre république.

7. L'Équateur avait besoin d'un changement radical de politique économique. La dollarisation a été un choc qui a redonné confiance au pays et transformé profondément sa réalité.

8. Ce schéma a évolué de la façon suivante. Premièrement, il importe de souligner qu'il s'était déjà produit un processus informel, officieux et spontané de dollarisation dans les années 90, de sorte que lorsqu'il a été décidé officiellement de dollariser, décision essentiellement politique, environ 80 % des transactions s'effectuaient déjà en dollars. Deuxièmement, entre le 9 janvier 2000, date officielle d'adoption du dollar, et décembre de la même année, le processus d'échange des sucres contre des dollars remis par la Banque centrale a été mené à son terme. Ce qui nous permet de dire que la dollarisation officielle de l'économie s'est faite de façon ordonnée en moins d'un an.

9. Qu'est-ce qui caractérise l'économie équatorienne ? Nous connaissons aujourd'hui la stabilité économique et financière. **Avec le nouveau programme monétaire, nous avons adopté une politique qui assure aux agents économiques que nous ne recommencerons pas à utiliser l'émission de monnaie comme politique de développement de l'activité productive, ni la dévaluation comme moyen de soutenir la concurrence.** L'Équateur a donc renoncé à la possibilité d'émettre sa propre monnaie pour financer ses déficits budgétaires, et il n'introduira pas de distorsions dans les termes de l'échange par le biais de dévaluations. La baisse du taux d'inflation de 90 % en 2000 à 14 % en février de cette année représente un clair signal donné aux agents économiques que nous nous rapprochons des taux d'inflation internationaux, et que notre objectif, qui est de ramener à un chiffre le taux de variation de l'indice des prix à la fin de l'année, est nettement à notre portée.

10. Le Gouvernement équatorien est résolu à promouvoir la création de richesse à travers une économie de marché où les prix soient le reflet fidèle des fluctuations des variables économiques. Une économie stable permet aux agents économiques, y compris aux investisseurs nationaux et étrangers, d'avoir des attentes réalistes pour l'avenir. En même temps, les consommateurs peuvent choisir dans de meilleures conditions lorsqu'ils analysent diverses options pour maximiser leurs profits. C'est pourquoi nous sommes convaincus que la dollarisation est un pas irréversible vers une économie réelle.

11. Sous l'effet de la dollarisation, qui a stimulé l'investissement et redonné confiance aux agents économiques, le Produit intérieur brut a progressé de 5,4 %, ce qui est le taux le plus élevé de l'Amérique latine et l'un des taux les plus élevés du monde. Nos finances publiques ont enregistré un excédent budgétaire pour la deuxième année consécutive, et pour la première fois en dix-huit ans, nous avons pu terminer avec succès un programme avec le Fonds monétaire international. Il est clair que la dollarisation, qui représente un carcan monétaire, favorise également l'établissement de finances publiques saines.

12. Nous n'avons jamais imaginé que la dollarisation serait la panacée ou la baguette magique qui nous permettrait de mettre fin à tous nos problèmes économiques. Cela dit, il est indiscutable qu'elle a contribué fort utile à corriger les nombreuses distorsions dont notre économie souffrait depuis des décennies. C'est une mesure nécessaire, mais pas suffisante, pour promouvoir un développement économique durable propre à aider à améliorer le bien-être du peuple équatorien. C'est une solution que l'Équateur a adoptée face à une crise sans précédent, et qu'il maintient du fait des résultats obtenus.

13. Cela dit, si nous avons fait de grands progrès, nous nous rendons compte qu'il nous faut poursuivre nos réformes structurelles. À cet égard, nous nous employons activement à privatiser les secteurs de l'électricité et des télécommunications, et à confier les services douaniers en concession au secteur privé. L'Agence nationale de compétitivité, qui est la priorité de notre gouvernement, s'efforce de réduire le « Coût imputable à l'Équateur » par le biais de mesures destinées à éliminer les excès de formalités administratives et les taux d'intérêt élevés visant à promouvoir les exportations et l'investissement étranger direct.

14. Dans le même esprit, le programme en cours de négociation avec le Fonds monétaire international pour 2002 envisage une croissance du Produit intérieur brut de 4 %, la baisse du taux d'inflation en dessous de 10 % à la fin de l'année et l'équilibre des finances publiques, dans l'hypothèse d'un cours de ÉU\$17 le baril de pétrole. Pour notre part, cependant, il nous semble que l'année pourrait se solder par un nouvel excédent, dans la mesure où nous estimons que ce prix envisagé pour le pétrole est prudent, mais aussi du fait de l'accroissement des recettes fiscales non pétrolières qui, dans les premiers mois de cette année, ont dépassé les prévisions initiales. De plus, nous envoyons au Congrès national dans le cadre des Mesures économiques d'urgence, un projet global de loi de responsabilité fiscale comprenant essentiellement des éléments de discipline budgétaire et la création d'un Fonds de stabilisation pétrolière, afin d'éviter que les recettes pétrolières excédentaires, que nous commencerons à percevoir en 2003, lors de la mise en service de l'Oléoduc pour brut lourd, et avec les nouvelles réserves pétrolières prouvées d'ITT et d'autres gisements, ne puissent être utilisées pour couvrir les dépenses courantes.

15. Comme nous l'avons vu, la nouvelle économie équatorienne est sensiblement différente de l'ancienne. **Les progrès que nous avons réalisés depuis deux ans sont énormes et méritent d'être signalés comme il convient aux analystes internationaux, aux investisseurs et aux leaders d'opinion, qui continuent d'accorder beaucoup de poids aux événements historiques négatifs qui se sont produits du temps de l'ancienne économie et qui ne peuvent se répéter dans les circonstances actuelles.**

16. Face à l'imminence du prochain Sommet de Monterrey, où les Présidents de plus de trente pays s'entretiendront de l'avenir des organismes financiers internationaux, j'aimerais vous livrer quelques réflexions sur la façon dont nous envisageons ce défi et, en particulier, le rôle de la BID en Équateur.

17. Face aux voix qui, dans diverses instances, prétendent remettre en cause l'existence même des institutions multilatérales, le Gouvernement équatorien tient à saisir l'occasion qui lui est donnée ici pour faire savoir qu'il considère la BID comme une institution trop importante pour que l'on envisage de ne plus la soutenir. À cet égard, j'aimerais évoquer l'une des très importantes propositions figurant dans le « Rapport du Groupe consultatif

indépendant » dirigé par l'ancien ministre Ángel Gurría, soumis à notre examen à cette session, qui traite en termes clairs de la nécessité de renforcer les incitations à promouvoir une participation plus active du secteur privé, y compris de la création d'une nouvelle institution au sein de laquelle la BID serait associée non seulement aux autres organisations internationales, mais aussi et directement à des entreprises et institutions privées.

18. Enfin, je tiens à exprimer plus particulièrement notre gratitude pour l'importance de l'oeuvre qu'accomplit depuis quelques années le Fonds multilatéral d'investissement (MIF), membre du Groupe de la BID qui se consacre à la promotion du secteur privé en Amérique latine, et qui a contribué sensiblement à introduire de nouvelles approches favorisant le fonctionnement des marchés et l'innovation. Nous estimons que l'impact qu'a eu le MIF doit être préservé et entretenu, et c'est pourquoi nous appuyons résolument les généreuses initiatives concernant la reconstitution de ses ressources.